

**Convention de délégation de service public de type concessif en vue de la création d'une  
chaufferie bois et l'exploitation du réseau de chaleur pour la distribution d'énergie  
calorifique du Quartier Saint-Sauveur**

**AVENANT N°4**

**ENTRE :**

**La Ville de Flers**

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-François Brisset, agissant en vertu de la délibération N° 2026-73 du Conseil municipal en date du 22 juin 2026,  
Domicilié à cet effet à la Mairie sise à l'Hôtel de Ville CS 70229 - 61104 FLERS,

ci-après dénommée le « Concédant » ou la « Collectivité »

d'une part,

**La société SAINT-SAUVEUR ÉNERGIE**

Société par actions simplifiée, inscrite au registre du commerce et des sociétés d'Alençon au capital de 10 000 euros, sous le n° 807 582 333, dont le siège social est situé au Rue Georges Vallée 61100 Flers et représentée par Thomas HUERRE, son Directeur Général, dûment habilité à cette fin,

ci-après dénommée le « Concessionnaire »

d'autre part,

**ci-après dénommées ensemble les « Parties »,**

## **PREAMBULE :**

Par un contrat de délégation de service public en date du 16 juillet 2014, la commune de Flers (le "Concédant") a confié à IDEX Energies, aux droits de laquelle vient aujourd'hui la société dédiée Saint-Sauveur Energie (le "Concessionnaire"), la conception, la réalisation, le financement, et l'exploitation d'une chaufferie bois et d'un réseau de distribution d'énergie calorifique sur le territoire de Flers.

Les travaux de premier établissement à la charge du Concessionnaire ont été réalisés. Par ailleurs, le service public de distribution de chaleur a été exécuté à partir du démarrage du Contrat, soit le 1er septembre 2014.

Par des avenants N°1 et N°2 au Contrat en date du 10 décembre 2020, il a été convenu la prise en charge par le Concessionnaire de travaux d'extension du réseau de chaleur et de modernisation du réseau et des installations existantes avec une extension du périmètre de concession (4 nouveaux abonnés), la suppression du seuil de densité, et la définition d'un programme de rénovation de sous-stations.

Par un avenant N°3 au Contrat signé le 7 février 2022, le périmètre du Contrat est étendu pour inclure le Centre Hospitalier Jacques Monod et définir les modalités techniques et financières de réalisation des travaux de raccordement.

Récemment, des discussions sont intervenues suite aux évolutions législatives et réglementaires suivantes :

Les certificats de production de biogaz (CPB) ont été introduits par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 et précisés par le décret n°2022-640 du 25 avril 2022, par le décret n°2024-718 du 6 juillet 2024 et par l'arrêté du 6 juillet 2024 relatif au dispositif des certificats de production de biogaz fixant à l'article R.446-123 du code de l'énergie une pénalité pour chaque période de restitution de certificats de production de biogaz prévue à l'article L.446-46 et l'arrêté du 5 septembre 2025 relatif aux modalités d'application du dispositif de certificats de production de biogaz.

Pour les quotas CO<sub>2</sub>, le décret n°2024-546 du 14 juin 2024 relatif au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne transpose la directive Directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union.

Ainsi, ces réformes, afin de prendre en compte ces nouvelles charges réglementaires, ont nécessité de compléter l'indexation des tarifs prévue par l'article 59 du Contrat en modifiant le tableau prévu au Contrat afin d'intégrer ces réformes. Cette modification n'a pas d'incidence financière sur le Contrat.

Le présent avenant est conclu sur le fondement de l'article L. 3135-1 et plus précisément sur l'article R. 3135-1 du code de la commande publique : « Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque ».

Le Contrat prévoit à l'article article 67 Clause de revoyure qui prévoit que :

« Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, les stipulations du présent Contrat pourront être soumises à réexamen, sur production et envoi par le Concessionnaire des justifications nécessaires, dans les cas suivants :

3. En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment en matière d'environnement affectant l'équilibre économique du contrat ».

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier le Contrat en complétant le tableau prévu à l'article 59 Indexation des tarifs.

#### **ARTICLE 2 : COMPLÉMENTS DE LA FORMULE DU R1**

Le tableau suivant listant les taxes à l'article 59 du Contrat est complété comme suit :

		<i>Valeur</i>	<i>Unité</i>	<i>Date référence</i>	<i>Source</i>
Taux d'exonération de TICGN :		0%		01/01/2014	Utilisateur
Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel :	TICGN	1.19	€/MWh	01/01/2014	Code Général des Impôts / Projet de Loi de Finances 2014 / Douanes ( <a href="http://www.douane.gouv.fr">www.douane.gouv.fr</a> )
Contribution Tarifaire Additionnelle :	CTA	11 527.02	€/an	01/01/2014	Caisse Nationale des Industries électriques et gazières ( <a href="http://www.cnieg.fr">www.cnieg.fr</a> )
Contribution au Tarif Spécial de Solidarité :	CTSS	0.2	€/MWh	01/01/2014	Caisse Nationale des Industries électriques et gazières ( <a href="http://www.cnieg.fr">www.cnieg.fr</a> )
Contribution à l'injection de biométhane sur les réseaux de gaz :	CBIom	0.0072	€/MWh	01/01/2014	Caisse Nationale des Industries électriques et gazières ( <a href="http://www.cnieg.fr">www.cnieg.fr</a> )

par deux nouvelles lignes :

Certificats de production de biogaz	CPB	0	€/MWh	01/01/2014	Decrets et facture fournisseur
Quotas CO2	CO2	0	€/MWh	01/01/2014	Decrets et facture fournisseur

La phrase "Les taxes sont refacturées à l'euro" est remplacée par "Les taxes et contributions sont refacturées à l'euro".

### ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de sa notification au Déléataire et le resteront pendant toute la durée du Contrat.

### ARTICLE 4 : MAINTIEN DES AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et continuent de produire leurs pleins et entiers effets.

Fait à , le

En 2 exemplaires originaux.

#### Pour le Concédant

Jean-François BRISSET,

Maire

#### Pour le Concessionnaire

Thomas HUERRE, Directeur Général